

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

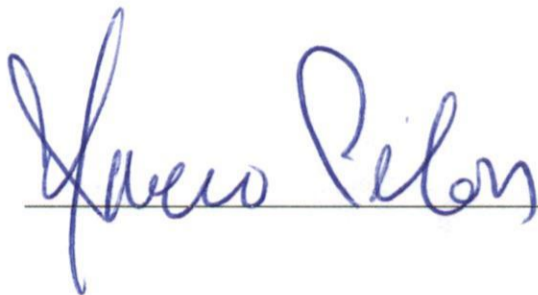
Ville de Vaudreuil-Dorion | 71083 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marco Pilon, FCPA, OMA, trésorier, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Marco Pilon', written over a horizontal line.

Date 20 juillet 2022

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Ville de Vaudreuil-Dorion**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Ville de Vaudreuil-Dorion** (« l'entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2021, et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Ville de Vaudreuil-Dorion** au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Vaudreuil-Dorion inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO s.en.c.r.l.

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 20 juillet 2022

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget		Réalizations	
		2021	2021	2021	2020
Revenus					
Taxes	1	71 685 638	72 150 608	69 441 673	
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 243 045	1 163 192	1 099 074	
Quotes-parts	3				
Transferts	4	1 218 309	3 636 301	7 318 718	
Services rendus	5	4 802 533	5 065 121	4 248 525	
Imposition de droits	6	6 221 327	20 452 888	7 555 787	
Amendes et pénalités	7	531 500	985 270	867 083	
Revenus de placements de portefeuille	8				
Autres revenus d'intérêts	9	515 000	615 130	518 579	
Autres revenus	10	30 000	2 992 898	2 761 089	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11				
Effet net des opérations de restructuration	12				
	13	86 247 352	107 061 408	93 810 528	
Charges					
Administration générale	14	10 144 887	9 778 488	8 549 633	
Sécurité publique	15	12 324 423	13 808 975	13 236 546	
Transport	16	16 651 849	16 067 880	16 100 126	
Hygiène du milieu	17	20 434 393	20 148 571	19 172 232	
Santé et bien-être	18	1 123 281	1 208 173	876 497	
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 656 287	5 018 337	3 909 793	
Loisirs et culture	20	22 644 133	19 791 134	16 498 938	
Réseau d'électricité	21				
Frais de financement	22	5 909 392	5 227 138	5 982 139	
Effet net des opérations de restructuration	23				
	24	93 888 645	91 048 696	84 325 904	
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(7 641 293)	16 012 712	9 484 624	
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice					
Solde déjà établi	26		219 762 838	210 278 214	
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27				
Solde redressé	28		219 762 838	210 278 214	
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		235 775 550	219 762 838	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	27 728 496	17 641 553
Débiteurs (note 5)	2	33 566 139	32 306 915
Prêts (note 6)	3	409 840	426 340
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	61 704 475	50 374 808
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	22 517 755	17 985 515
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	16 500 155	19 085 694
Revenus reportés (note 12)	12	2 230 504	2 794 688
Dette à long terme (note 13)	13	190 192 092	194 594 830
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	928 700	470 000
Autres passifs (note 14)	15		
	16	232 369 206	234 930 727
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(170 664 731)	(184 555 919)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	404 768 970	402 544 462
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	11 206	11 206
Stocks de fournitures	20	573 390	569 517
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 086 715	1 193 572
	23	406 440 281	404 318 757
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	235 775 550	219 762 838

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2021	2021	2020
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(7 641 293)	16 012 712	9 484 624
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)	16 985 446)	34 247 763)
Produit de cession	3		59 911	45 209
Amortissement	4		14 662 884	15 043 796
(Gain) perte sur cession	5		38 143	319 532
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(2 224 508)	(18 839 226)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(3 873)	9 322
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		106 857	(142 185)
	13		102 984	(132 863)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(7 641 293)	13 891 188	(9 487 465)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(184 555 919)	(175 068 454)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(184 555 919)	(175 068 454)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(170 664 731)	(184 555 919)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	16 012 712	9 484 624
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	14 662 884	15 043 796
Autres			
▪ Perte (gain) disposition actif	3	38 143	319 532
▪	4		
	5	30 713 739	24 847 952
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 259 224)	(1 344 427)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(2 585 539)	917 091
Revenus reportés	9	(564 184)	(947 614)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	458 700	579 700
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(3 873)	9 322
Autres actifs non financiers	13	106 857	(142 185)
	14	26 866 476	23 919 839
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(16 985 446)	(34 247 763)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	59 911	45 209
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(16 925 535)	(34 202 554)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21	16 500	109 433
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	16 500	109 433
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	21 999 515	31 443 056
Remboursement de la dette à long terme	26	(26 503 093)	(35 404 352)
Variation nette des emprunts temporaires	27	4 532 240	12 512 211
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	100 840	59 540
Autres			
▪ Ajustement temporaire conso CM	29		
▪	30		
	31	129 502	8 610 455
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	10 086 943	(1 562 827)
Solde déjà établi	33	17 641 553	19 204 380
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	17 641 553	19 204 380
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	27 728 496	17 641 553

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est un organisme municipal organisé et existant en vertu des lois de la province de Québec. Selon le décret 302-94, les Villes de Vaudreuil et de Dorion se sont regroupées afin de se constituer en la Ville de Vaudreuil-Dorion, le 16 mars 1994.

La Ville de Vaudreuil était constituée en vertu du Bill 148, chapitre 93, le 10 juillet 1963. La Ville de Dorion était constituée en vertu de la loi Georges V, chapitre 59, le 16 mars 1916.

La ville est dirigée par un conseil et elle est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, organisme regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. Les dépenses de la M.R.C. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 28 % des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 82 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 1 % des sommes à répartir entre les municipalités.

De plus, la ville fait partie du réseau de transport métropolitain (EXO). EXO est un organisme public de transport en commun qui a commencé ses activités le 1er juin 2017. Il a pris, entre autres, la relève de l'Agence Métropolitaine de Transport (AMT) pour l'exploitation des trains de banlieue et des organismes de transport des couronnes nord et sud pour les activités de transport par autobus (C.I.T. La Presqu'île) et de transport adapté (Transport Soleil). La ville est responsable d'environ 1 % des sommes à répartir entre les municipalités.

Enfin, la Ville fait partie de l'Autorité régionale de transport métropolitain (ARTM). Celle-ci planifie, développe, soutient et fait la promotion du transport collectif sur l'ensemble du territoire de la grande région métropolitaine de Montréal. Elle assure, par des modes de transport collectif, la mobilité des personnes sur son territoire, incluant celles à mobilité réduite. Elle favorise l'intégration des services entre les différents modes de transport et augmente l'efficacité des corridors routiers. La ville est responsable d'environ 0.2 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

a) Périmètre comptable

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes et de la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion est de 100 %.

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville inclus dans son périmètre comptable le Centre multidisciplinaire de la Cité des Jeunes et la Fondation du Maire de Vaudreuil-Dorion.

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et sont combinés ligne par ligne. Les opérations et les soldes interorganismes sont ensuite éliminés.

Suite à une décision commune des conseils de la ville et de l'organisme Les Festivités de Vaudreuil-Dorion ont convenu de transférer toutes les activités de ce dernier dans les livres de la ville au cours de l'exercice 2021. Les Festivités de Vaudreuil-Dorion a obtenu l'abandon de sa charte en 2021. À la suite de la dissolution de l'organisme, l'actif net non affecté de celui-ci a été transféré à un organisme similaire œuvrant dans le même domaine.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise commerciale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de Vaudreuil-Dorion excluant les organismes qu'elle contrôle.

b) Partenariats

La ville ne participe à aucun partenariat. De plus, la ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Vaudreuil-Dorion, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les principales estimations comprennent les provisions pour réclamations en justice, contestations d'évaluation, la durée d'utilité des immobilisations et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

a) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

b) Actifs non financiers

La ville comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	15, 30 et 40 ans
Améliorations locatives	5 et 10 ans
Véhicules	5, 7, 10, 15 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5, 6 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5, 9, 10, 15 et 20 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Les propriétés destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pour le stock de pièces et de fournitures du garage municipal et selon la méthode de l'épuisement successif pour les autres items d'inventaire (vrac, eaux, piscine,...). Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

D) Passifs

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

E) Revenus

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus autres que les revenus de transfert sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont lieu les opérations ou les faits dont ils découlent lorsqu'il y a existence d'un accord, que les services ont été fournis, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite simplifié (RRS) offert par la ville à ses pompiers est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : valeur lissée sur une période de 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Actifs éventuels

Les actifs éventuels sont des actifs potentiels qui résultent de situations incertaines. L'existence de ces actifs est

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

mentionnée dans les notes complémentaires s'il est probable que l'événement futur dénouant l'incertitude se réalise.

Passifs éventuels

Les passifs éventuels, incluant les garanties d'emprunts, sont constatés à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il est probable qu'un événement futur viendra confirmer l'existence d'un passif à la date des états financiers consolidés et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	27 728 496	17 641 553
Découvert bancaire	2 ())
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	27 728 496	17 641 553
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	13 019 000	22 258 000

Note

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	3 760 578	3 995 743
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	17 958 132	19 272 076
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	1 919 246	796 664
Organismes municipaux	15	2 658 276	2 459 692
Autres			
▪ Droits mutations	16	4 843 175	3 307 519
▪ Organismes, individus, intérêt	17	2 426 732	2 475 221
	18	33 566 139	32 306 915
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	12 258 887	13 579 797
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	12 258 887	13 579 797
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	297 143	207 890

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Note**6. Prêts**

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪ Soc. sauv. mémoire Félix-Lecle	26	222 983	222 983
▪ Progr. inst. sept.	27	186 857	203 357
	28	409 840	426 340
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(418 700)	11 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(510 000)	(481 000)
	37	(928 700)	(470 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 844 700	1 882 700
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	41 000	37 000
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	171 335	145 401
Régimes de retraite des élus municipaux	42	64 098	77 631
	43	2 121 133	2 142 732

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Autres actifs financiers

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit et prêts à terme autorisés à 67 520 153 \$. Les marges de crédit portent intérêt au taux préférentiel plus ou moins 0.50% et les prêts portent un taux de 1.95%. Les dates prévues pour le financement à long terme varient de janvier 2022 à mai 2025. Au 31 décembre 2021, les montants utilisés totalisent 22 517 755 \$. Ces sommes ont été empruntées en attendant le financement permanent de travaux municipaux et d'acquisitions d'immobilisations autorisés par règlements.

De plus, la ville a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 4 000 000 \$ au taux préférentiel plus ou moins 0.50%. Au 31 décembre 2021, cette marge de crédit était inutilisée.

À ces emprunts s'ajoute l'emprunt bancaire du Centre Multidisciplinaire de la Cité des jeunes, d'un montant autorisé de 300 000 \$. Cette marge porte intérêt au taux préférentiel plus 0.25 % et est garantie par la ville. Au 31 décembre 2021, le solde non utilisé sur cette marge de crédit est de 300 000 \$.

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	6 922 022	9 358 330
Salaires et avantages sociaux	48	3 514 245	3 124 278
Dépôts et retenues de garantie	49	3 659 888	4 031 030
Provision pour contestations d'évaluation	50	348 101	533 956
Autres			
▪ Intérêts dette à long terme	51	1 322 868	1 369 109
▪ Gouvernement du Canada	52	37 122	10 870
▪ Organismes municipaux	53	67 220	65 425
▪ Gouvernement du Québec	54	74 172	21 745
▪ Autres	55	554 517	570 951
	56	16 500 155	19 085 694

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	1 076 104	1 904 218
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Loyers, TECQ, etc	69	1 154 400	890 470
▪	70		
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	2 230 504	2 794 688

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2021	2020
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,95	2022	2057	77	189 809 000	194 202 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84	930 690	1 041 268
					85	190 739 690	195 243 268
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(547 598)	(648 438)
					87	190 192 092	194 594 830

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2022	88		13 203 000		930 690	14 133 690
2023	89		13 282 000			13 282 000
2024	90		13 356 000			13 356 000
2025	91		13 500 000			13 500 000
2026	92		12 597 000			12 597 000
2027 et plus	93		123 871 000			123 871 000
	94		189 809 000		930 690	190 739 690
Intérêts et frais accessoires	95		()		()	
	96		189 809 000		930 690	190 739 690

Note

14. Autres passifs

	2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97	
Assainissement des sites contaminés	98	
Autres		
▪	99	
▪	100	
▪	101	
▪	102	
	103	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	100 582 283	1 021 704		101 603 987
Eaux usées	105	168 155 660	912 710		169 068 370
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	135 323 919	3 261 943		138 585 862
Autres					
▪ Voies cyclables, parcs, stat.	107	51 883 290	2 126 907		54 010 197
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	59 357 048	2 602 759		61 959 807
Améliorations locatives	111	483 310		6 180	477 130
Véhicules	112	9 282 270	841 960	555 241	9 568 989
Ameublement et équipement de bureau	113	2 860 366	43 628	45 247	2 858 747
Machinerie, outillage et équipement divers	114	7 263 191	418 831	256 324	7 425 698
Terrains	115	33 702 748	1 574 842		35 277 590
Autres	116				
	117	568 894 085	12 805 284	862 992	580 836 377
Immobilisations en cours	118	43 700 752	4 180 162		47 880 914
	119	612 594 837	16 985 446	862 992	628 717 291
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	31 849 324	2 422 851		34 272 175
Eaux usées	121	54 045 297	4 095 396		58 140 693
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	70 287 876	3 558 964		73 846 840
Autres					
▪ Voies cyclables, parcs, stat.	123	28 910 962	1 837 330		30 748 292
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	12 770 161	1 513 432		14 283 593
Améliorations locatives	127	425 940	42 070		468 010
Véhicules	128	4 992 483	544 996	555 241	4 982 238
Ameublement et équipement de bureau	129	2 258 181	193 935	45 247	2 406 869
Machinerie, outillage et équipement divers	130	4 510 151	453 910	164 450	4 799 611
Autres	131				
	132	210 050 375	14 662 884	764 938	223 948 321
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	402 544 462			404 768 970
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	()	()	()	()
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138		
Autres	139	11 206	11 206
	140	11 206	11 206
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	11 206	11 206

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Assurances, abon. aide financ.	154	1 032 379	1 144 899
▪ Autres organismes	155	54 336	48 673
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	1 086 715	1 193 572

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

19. Obligations contractuelles

Au cours de l'exercice et des exercices antérieurs, la ville s'est engagée par engagements de crédit auprès de différents organismes ou sociétés. Pour pourvoir à ces engagements, la ville devra prévoir, au cours des quatre prochains exercices financiers les sommes suivantes:

2022	9 313 175 \$
2023	7 734 149 \$
2024	2 556 306 \$
2025	1 407 666 \$

Programme d'activités sportives école secondaire de la Cité-des-Jeunes

Afin de favoriser la plus large participation possible des jeunes adolescents à la pratique d'activités physiques, la ville s'est engagée à défrayer une partie des frais d'inscription des jeunes résidents au programme d'activités sportives de la Commission scolaire des Trois-Lacs pour une période de cinq ans à compter de 2010. Cette entente a été reconduite aux mêmes conditions pour une période supplémentaire de 4 ans et renouvelé pour un autre 4 ans.

2022: 35 000 \$ 2023: 35 000 \$

Subventions

Un protocole d'entente sur l'utilisation d'un terrain de soccer synthétique a été signé avec la Commission scolaire des Trois-Lacs pour une période de 10 ans se terminant en juin 2023. La ville s'est aussi engagée pour l'entretien dudit terrain pour la même période pour un montant ne dépassant pas 70 000 \$.

La ville s'est engagée à verser 25 000 \$ par année pour une période de trois ans à la Fondation de la Maison des soins palliatifs de Vaudreuil-Soulanges dans le cadre de sa campagne majeure de financement 2020-2022.

2022: 25 000 \$

La ville s'est engagée à verser 15 000 \$ par année pour une période de cinq ans à la Fondation du Collège de Valleyfield dans le cadre de sa campagne majeure de financement 2021-2025.

2022: 15 000 \$ 2023: 15 000 \$ 2024: 15 000 \$ 2025: 15 000 \$

Centre multidisciplinaire de la Cité des Jeunes

Le Centre multidisciplinaire de la Cité des Jeunes s'est engagé en vertu de contrats relativement à la fourniture de services et d'installation d'un réseau de distribution et de services de téléphonie. Cette entente est d'une durée de 60 mois et viendra à échéance en juin 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements à effectuer en vertu de cette convention au cours des deux prochains exercices s'établissent comme suit:

2022: 6 162 \$ 2023: 2 824 \$

20. Droits contractuels

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, la ville et les gouvernements du Québec et du Canada ont signé des protocoles d'entente dans lesquels les gouvernements s'engagent à verser une somme de 33 397 963 \$ pour des travaux admissibles. La ville doit également investir 18 081 197 \$ dans ces travaux. Les travaux doivent être exécutés avant la date prévue aux protocoles d'entente allant de juin 2022 au 31 décembre 2023. À la date des états financiers, des revenus de 3 644 225 \$ ont été comptabilisés à titre de revenu.

Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 3 251 729 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de :

2022	425 957 \$
2023	390 499 \$
2024	327 575 \$
2025	300 450 \$
2026	272 313 \$
2027 et plus	1 141 296 \$

Principaux contrats (avant taxes):

DESCRIPTION	TERME	DROIT ANNUEL
Location locaux	2018-01-01 au 2025-06-30	341 667 \$
Redevances	2020-06-01 au 2030-05-31	179 053 \$
Vente espaces publ.	2016-10-01 au 2021-12-31	10 000 \$
Location site téléc.	2017-06-01 au 2033-07-31	41 385 \$

Centre Multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes

Au 31 décembre 2020, le Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes a signé des baux ayant des échéances jusqu'en 2026. Les revenus locatifs estimatifs pour les prochains exercices s'établissent comme suit:

2022	223 206 \$
2023	44 555 \$
2024	44 555 \$
2025	44 555 \$
2026	25 990 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels sont décrits plus bas:

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2021	2020
Centre multidisciplinaire CDJ	2 000 000	930 690	1 041 268
	160	2 000 000	930 690
		930 690	1 041 268

En août 2011, la ville a cautionné une marge de crédit au montant de 300 000 \$ et par la suite, un emprunt à long terme, pour un montant n'excédant pas 2 000 000 \$, pour le compte du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Les contribuables et des tiers ont signifié des réclamations en dommages-intérêts et pour des expropriations pour un montant total d'environ 10 123 518 \$ incluant les demandes subsidiaires. La ville est d'avis que la plupart de ces réclamations sont sans fondement et, en conséquence, seule une provision de 57 155 \$ a été prise aux états financiers. De plus, une partie de ces réclamations a été transmise aux assureurs de la ville qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers. Par contre, des négociations ont été entreprises pour certains d'entre eux. Advenant un dénouement défavorable de l'une de ces causes, le montant à payer par la ville serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

Contestation de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2021. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable. Cependant, la valeur de ce passif ne devrait pas être significative pour la ville puisque les retraités n'avaient pas droit à l'indexation pour le service avant 2014.

22. Actifs éventuels

La Ville poursuit la Municipalité Régionale de Comté de Vaudreuil-Soulanges relativement à la modification rétroactive du mode de calcul du partage du trop-perçu par le Ministère de la Sécurité publique suite à la facturation des services de la Sûreté du Québec. En effet, en février 2021 le conseil des maires de la MRC a décidé par résolution d'utiliser un nouveau mode de partage pour 2020 et les années subséquentes. Cette décision crée un manque à gagner estimé à environ 1 700 000 \$ pour 2020 et un montant similaire pour 2021. La Ville est confiante d'avoir gain de cause dans ce dossier et advenant un dénouement favorable, les sommes remises à la Ville seront alors comptabilisées au moment du jugement.

Centre Multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes

Le Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes a mis en demeure un fournisseur d'équipements sportifs suite aux divers problèmes technologiques rencontrés lors de l'usage des équipements acquis. Il entend exercer un recours à l'encontre de ce fournisseur soit pour l'annulation de la vente au montant de 100 564 \$ ou le remplacement des équipements de musculation et un remboursement de 49 644 \$ pour d'autres fournitures. L'organisme conserve aussi le dépôt de garantie de 42 581 \$.

Au terme de ces procédures, l'organisme estime qu'il est probable qu'il récupère ces sommes. Pour l'estimation de ces sommes, l'organisme a procédé à une évaluation spécifique de chaque actif éventuel en fonction des informations disponibles.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans le budget des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques. La Fondation du maire de Vaudreuil-Dorion est exclue du budget consolidé puisqu'elle n'a pas adopté de budget pour l'exercice 2021. L'impact de cette exclusion est non significatif puisque la ville adopte dans son propre budget une charge relativement à ces organismes.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

26. Incidence du Coronavirus (COVID-19) sur les états financiers

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a déclaré l'écllosion d'un nouveau coronavirus (COVID-19) comme pandémie mondiale.

La ville a poursuivi ses activités malgré la pandémie. La majorité des employés est demeurée en poste mais l'accès aux citoyens a été restreint.

La ville n'a pas subi de perte de revenus en 2021 comparativement à 2020 et les charges de fonctionnement ont augmentées dû à la reprise des activités.

La ville prévoit que les impacts sur ses résultats et ses flux de trésorerie ne seront pas majeurs au cours du prochain exercice. S'il y a lieu, toute perturbation serait comptabilisée au moment où l'impact serait connu et lorsqu'il pourrait faire l'objet d'une évaluation.

27. Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2021.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement		Organismes contrôlés et partenariats
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	69 441 673	71 685 638	72 150 608		72 150 608
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 099 074	1 243 045	1 163 192		1 163 192
Quotes-parts	3					
Transferts	4	5 128 158	1 218 309	1 416 114		1 416 114
Services rendus	5	4 248 525	4 802 533	5 065 121		5 065 121
Imposition de droits	6	7 555 787	6 221 327	20 452 888		20 452 888
Amendes et pénalités	7	867 083	531 500	985 270		985 270
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	518 524	515 000	615 086		615 130
Autres revenus	10	(240 188)	30 000	23 880		18 225
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	88 618 636	86 247 352	101 872 159		101 866 548
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	2 190 560		2 220 187		2 220 187
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17	1 700 757		3 965		3 965
Autres	18	1 293 928		2 970 708		2 970 708
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	5 185 245		5 194 860		5 194 860
	22	93 803 881	86 247 352	107 067 019		107 061 408
Charges						
Administration générale	23	8 435 264	9 990 394	9 634 240	144 248	9 778 488
Sécurité publique	24	12 697 147	11 683 092	13 207 840	601 135	13 808 975
Transport	25	10 844 762	11 619 069	11 350 532	4 717 348	16 067 880
Hygiène du milieu	26	12 570 070	13 343 735	13 502 322	6 646 249	20 148 571
Santé et bien-être	27	868 586	1 123 281	1 197 088		1 208 173
Aménagement, urbanisme et développement	28	3 857 772	4 591 502	4 957 612	60 725	5 018 337
Loisirs et culture	29	14 245 765	17 683 134	17 661 261	2 358 826	19 791 134
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	5 901 033	5 864 877	5 155 760		5 227 138
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	14 904 848	15 500 000	14 528 531	(14 528 531)	
	34	84 325 247	91 399 684	91 195 186		91 048 696
Excédent (déficit) de l'exercice	35	9 478 634	(5 152 332)	15 871 833		16 012 712

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
 EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	9 478 634	(5 152 332)	15 871 833	140 879	16 012 712
Moins : revenus d'investissement	2	(5 185 245)	()	(5 194 860)	()	(5 194 860)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	4 293 389	(5 152 332)	10 676 973	140 879	10 817 852
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	14 904 848	15 500 000	14 528 531	134 353	14 662 884
Produit de cession	5	28 850		59 911		59 911
(Gain) perte sur cession	6	303 333		31 963	6 180	38 143
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	15 237 031	15 500 000	14 620 405	140 533	14 760 938
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	109 433	16 500	16 500		16 500
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	109 433	16 500	16 500		16 500
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(11 802 734)	(11 978 862)	(12 052 605)	(110 578)	(12 163 183)
	18	(11 802 734)	(11 978 862)	(12 052 605)	(110 578)	(12 163 183)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(571 429)	(123 625)	(577 052)	(45 753)	(622 805)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	50 000		251 196		251 196
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 077 000	2 504 724	3 853 267		3 853 267
Réserves financières et fonds réservés	22	(401 619)	(766 405)	(743 507)		(743 507)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			368 705		368 705
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	153 952	1 614 694	3 152 609	(45 753)	3 106 856
	26	3 697 682	5 152 332	5 736 909	(15 798)	5 721 111
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	7 991 071		16 413 882	125 081	16 538 963

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
 EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalizations 2020		Réalizations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	5 185 245	5 194 860		5 194 860
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	2 137 443)(	460 332)(	)	460 332)
Sécurité publique	3 (	935 974)(	364 796)(	)	364 796)
Transport	4 (	9 867 319)(	5 490 709)(	)	5 490 709)
Hygiène du milieu	5 (	14 984 134)(	3 244 542)(	)	3 244 542)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	186 021)(	357 891)(	)	357 891)
Loisirs et culture	8 (	5 709 796)(	7 021 423)(	45 753)(	7 067 176)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	33 820 687)(	16 939 693)(	45 753)(	16 985 446)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 ())))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 ())))
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	8 046 121	8 980 515		8 980 515
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	571 429	577 052	45 753	622 805
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	1 004 847	485 439		485 439
Excédent de fonctionnement affecté	17	6 907 989			
Réserves financières et fonds réservés	18	1 728 625	2 347 420		2 347 420
	19	10 212 890	3 409 911	45 753	3 455 664
	20	(15 561 676)	(4 549 267)		(4 549 267)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(10 376 431)	645 593		645 593

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
 AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020		2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	17 009 203	27 001 820	726 676	27 728 496
Débiteurs (note 5)	2	32 829 284	33 603 332	154 665	33 566 139
Prêts (note 6)	3	902 340	885 840		409 840
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	50 740 827	61 490 992	881 341	61 704 475
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	17 985 515	22 517 755		22 517 755
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	19 165 590	16 150 640	541 373	16 500 155
Revenus reportés (note 12)	12	2 724 201	2 132 191	98 313	2 230 504
Dette à long terme (note 13)	13	193 553 562	189 261 402	1 406 690	190 192 092
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	470 000	928 700		928 700
Autres passifs (note 14)	15				
	16	233 898 868	230 990 688	2 046 376	232 369 206
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(183 158 041)	(169 499 696)	(1 165 035)	(170 664 731)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	401 880 435	404 199 723	569 247	404 768 970
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	11 206	11 206		11 206
Stocks de fournitures	20	545 047	551 767	21 623	573 390
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 144 899	1 032 379	54 336	1 086 715
	23	403 581 587	405 795 075	645 206	406 440 281
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	6 501 008	13 482 476	67 614	13 550 090
Excédent de fonctionnement affecté	25	2 590 139	5 432 651		5 432 651
Réserves financières et fonds réservés	26	2 941 761	4 002 088		4 002 088
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	1 606 540)	1 654 574)	73 377)	1 727 951)
Financement des investissements en cours	28	(13 781 140)	(13 799 787)		(13 799 787)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	223 778 318	228 832 525	(514 066)	228 318 459
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	220 423 546	236 295 379	(519 829)	235 775 550
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	22 300 924	21 129 563	21 941 731	19 997 543
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	5 772 650	5 798 543	5 960 294	5 398 178
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	167 632	60 700	60 700	96 117
Autres biens et services	8	33 205 960	35 211 757	33 876 251	30 194 662
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	5 287 159	4 739 687	4 777 507	5 259 272
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	367 718	361 909	361 909	383 107
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	210 000	54 164	87 722	339 760
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	6 783 640	6 645 088	6 645 088	6 400 634
Transferts	15				
Autres	16				
Autres organismes					
Transferts	17	1 416 401	1 636 731	1 644 654	999 602
Autres	18	170 365	977 627	977 627	136 211
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	15 500 000	14 528 532	14 662 885	15 043 796
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Indemnités, mauv. créances	21	50 000	44 045	43 913	76 727
▪ Autres charges	22	167 235	6 840	8 415	295
▪	23				
	24	91 399 684	91 195 186	91 048 696	84 325 904

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	13 550 090	6 443 541
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 432 651	2 590 139
Réserves financières et fonds réservés	3	4 002 088	2 941 761
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 727 951)	(1 679 917)
Financement des investissements en cours	5	(13 799 787)	(13 781 140)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	228 318 459	223 248 454
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	[REDACTED]	[REDACTED]
	8	235 775 550	219 762 838

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	13 482 476	6 501 008
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	67 614	(57 467)
	11	13 550 090	6 443 541

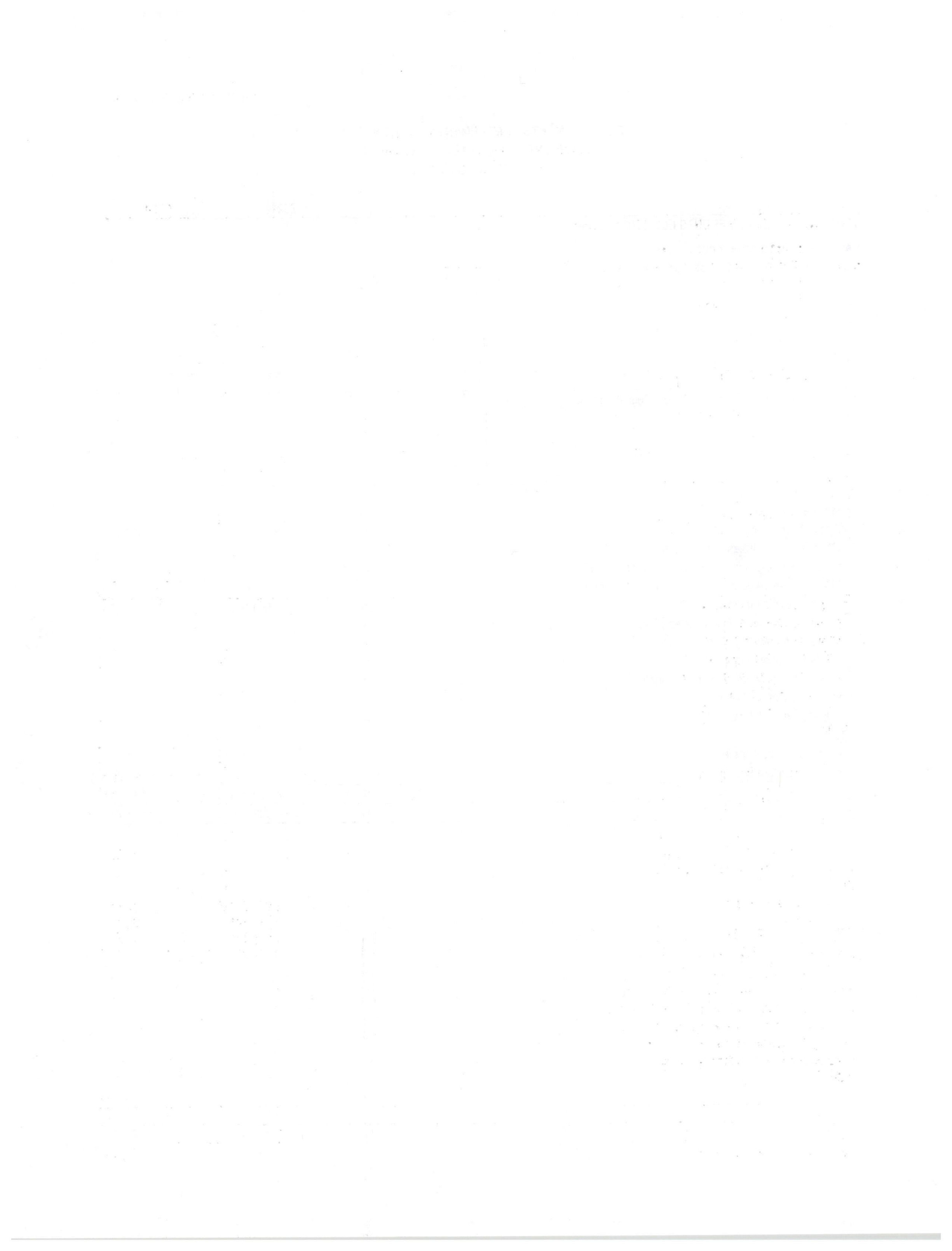
Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Exercice financier suivant	12	4 886 366	2 504 724
▪ Rénov. bâtiments anciens	13	48 000	48 000
▪ Immeubles municipaux	14	8 915	8 915
▪ Programme maisons lézardées	15	16 184	28 500
▪ Aide financière pandémie	16	473 186	
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	5 432 651	2 590 139
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	5 432 651	2 590 139

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
 AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	3 069 998
Organismes contrôlés et partenariats	38	2 422 794
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	901 019
Organismes contrôlés et partenariats	40	396 818
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪ Fonds de stationnement	45	31 071
▪ Charges reportées fin. LT	46	99 078
	47	4 002 088
	48	2 941 761
	48	4 002 088
		2 941 761



RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52 ()(
Autres	53 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54 ()(
	55 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56 ()(
Assainissement des sites contaminés	57 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()(
Autres		
▪	59 ()(
▪	60 ()(
	61 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	62 ()(
Utilisation du fonds de roulement	63 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	64 ()(
Utilisation du fonds de roulement	65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	69 ()(
Mesure relative à la COVID-19	70 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	71 (	)( 168 900)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72 ()(
Autres		
▪ Autres financements	73 (	1 654 574)(1 437 640)
▪ Organismes	74 (	73 377)(73 377)
	75 (	1 727 951)(1 679 917)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	76	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79	
Autres		
▪	80	
	81	
	82 (	1 727 951)(1 679 917)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
 AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	83	10 452 519	10 292 580
Investissements à financer	84 (	24 252 306)(	24 073 720)
	85	(13 799 787)	(13 781 140)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	404 768 970	402 544 462
Propriétés destinées à la revente	87	11 206	11 206
Prêts	88	409 840	426 340
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90		
	91	405 190 016	402 982 008
Ajustements aux éléments d'actif	92		
	93	405 190 016	402 982 008
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	94 (	190 192 092)(	194 594 830)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95 (	547 598)(	648 438)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96	12 258 887	13 579 797
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98	1 609 246	1 929 917
	99 (	176 871 557)(	179 733 554)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100 ())
	101 (	176 871 557)(	179 733 554)
	102	228 318 459	223 248 454

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Vaudreuil-Dorion parraine un régime de retraite à prestations déterminées. À l'exception du groupe des pompiers syndiqués et de quelques groupes particuliers d'employés, le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire final pour le service avant le 1er janvier 2014 et sur le salaire carrière pour le service après le 31 décembre 2013. Le salaire final est calculé comme étant égal à la moyenne des six années les mieux rémunérées du participant. La rente carrière accumulée est indexée annuellement jusqu'à la cessation de participation. La dernière évaluation actuarielle a été produite au 31 décembre 2019.

Les cotisations salariales des participants (8.99 % en 2021) représentent 50 % de la cotisation d'exercice requise. Une cotisation de stabilisation égale à 10% de la cotisation d'exercice est versée à parts égales par les participants et la ville (0.90 % du salaire par chacune des parties).

Depuis le 1er juillet 2014, la Ville parraine un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées à l'égard des participants affectés par la rente maximale du Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Vaudreuil-Dorion, soit le régime surcomplémentaire de retraite des employés de la Ville de Vaudreuil-Dorion. Le régime de retraite est non contributif.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 11 000	564 700
Charge de l'exercice	4 (1 844 700)(	1 882 700)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 415 000	1 329 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (418 700)	11 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 47 188 000	43 352 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (47 379 000)(	43 559 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (191 000)	(207 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (227 700)	218 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (418 700)	11 000
Provision pour moins-value	12 () ()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (418 700)	11 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (191 000)(	207 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (191 000)(	207 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	2 872 000	2 771 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	2 872 000	2 771 000
Cotisations salariales des employés	21 (	1 361 000)(	1 314 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ())
	23	1 511 000	1 457 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	326 700	340 700
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪ Autres ajustements	29		75 000
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	1 837 700	1 872 700
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	2 443 000	2 178 000
Rendement espéré des actifs	33 (	2 436 000)(	2 168 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	7 000	10 000
Charge de l'exercice	35	1 844 700	1 882 700
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	2 687 000	2 378 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	2 436 000)(	2 168 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	251 000	210 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(132 000)	(26 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	1 627 000	1 124 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	48 652 000	43 625 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	191 000	207 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	3 864 000	3 273 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,54 %	5,52 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,54 %	5,37 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre actuellement à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Le Régime comprend de l'assurance vie des retraités et des personnes à charge pour les retraités actuels et futurs, ainsi que des prestations de soins de santé pour les retraités et les personnes à charge de deux retraités actuels (qui ont pris leur retraite avant le 1er juillet 1998). La ville paie 100 % des primes pour tous les retraités. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2019.

	2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (481 000)	(455 000)
Charge de l'exercice	56 (41 000)	(37 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 12 000	11 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (510 000)	(481 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (563 000)	(541 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (563 000)	(541 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 53 000	60 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (510 000)	(481 000)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (510 000)	(481 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (563 000)	(541 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (563 000)	(541 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021	2020
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 20 000	18 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 20 000	18 000
Cotisations salariales des employés	73 () ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 () ()	
	75 20 000	18 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 7 000	5 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 27 000	23 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 14 000	14 000
Rendement espéré des actifs	85 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 14 000	14 000
Charge de l'exercice	87 41 000	37 000
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	(28 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	92 12 000	11 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,50 %	2,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 %	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 %	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 6,70 %	6,90 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 4,80 %	4,80 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2029	2029
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113	1
--	-----	---

Description des régimes et autres renseignements

Depuis juillet 2016, la ville offre un régime de retraite simplifié (RRS) à ses pompiers. Celui-ci prend la forme d'un versement dans un RRS des employés participants au même taux que celui des participants pour un maximum de 9 % pour la part de la ville. Les employés peuvent verser une contribution volontaire supplémentaire s'ils le souhaitent.

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115	171 335	145 401
REER	116		
Autres régimes	117		
	118	171 335	145 401

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	8	8

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requis. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	15 462	19 555
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	52 178	65 567
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	11 920	12 064
	123	64 098	77 631

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	56 572 728	57 107 874	54 573 885
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	3 798 287	3 941 893	3 821 583
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	60 371 015	61 049 767	58 395 468
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	5 459 928	5 523 945	5 303 593
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15			
Autres				
▪ Installations UV	16	65 341	55 207	56 310
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	189 999	199 367	191 304
Service de la dette	20	5 599 355	5 322 322	5 494 998
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	11 314 623	11 100 841	11 046 205
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	11 314 623	11 100 841	11 046 205
	29	71 685 638	72 150 608	69 441 673

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	30	138 628	140 532	138 623
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	31	1 600	967	1 378
Taxes d'affaires	32			
Compensations pour les terres publiques	33			
	34	140 228	141 499	140 001
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	35	92 278	92 319	93 133
Cégeps et universités	36			
Écoles primaires et secondaires	37	923 865	844 119	784 840
	38	1 016 143	936 438	877 973
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	39			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	40			
Taxes d'affaires	41			
	42			
	43	1 156 371	1 077 937	1 017 974
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	44	33 516	36 244	26 756
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	45	295	295	295
Taxes d'affaires	46			
	47	33 811	36 539	27 051
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	48	52 863	48 716	54 049
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	49			
	50	52 863	48 716	54 049
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51			
Autres	52			
	53			
	54	1 243 045	1 163 192	1 099 074

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	55	12 244	12 244	111 997
Sécurité publique				
Police	56			
Sécurité incendie	57	1 030	1 030	5 065
Sécurité civile	58	(58 579)	(58 579)	166 021
Autres	59			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	60	46 287	126 042	143 462
Enlèvement de la neige	61			
Autres	62			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	63			
Transport adapté	64			
Transport scolaire	65			
Autres	66			
Transport aérien	67			
Transport par eau	68			
Autres	69			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70	672	7 273	1 883
Réseau de distribution de l'eau potable	71	9 258	27 552	25 471
Traitement des eaux usées	72	145 512	148 952	161 306
Réseaux d'égout	73			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	74			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	75			
Tri et conditionnement	76			
Autres	77			
Autres	78	225 000	324 087	307 669
Cours d'eau	79			
Protection de l'environnement	80		2 347	47 501
Autres	81			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	82			
Sécurité du revenu	83			
Autres	84			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	85			
Rénovation urbaine	86	28 500	63 846	63 846
Promotion et développement économique	87			
Autres	88			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	89	247 369	252 153	256 161
Activités culturelles				
Bibliothèques	90	126 295	170 554	129 691
Autres	91	66 000	15 197	27 054
Réseau d'électricité	92			
	93	894 893	1 092 698	1 383 281

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	94			
Sécurité publique				
Police	95			
Sécurité incendie	96			
Sécurité civile	97			
Autres	98			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	99	1 148 960	1 148 960	967 756
Enlèvement de la neige	100			
Autres	101			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	102			
Transport adapté	103			
Transport scolaire	104			
Autres	105			
Transport aérien	106			
Transport par eau	107			
Autres	108			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109			
Réseau de distribution de l'eau potable	110	709 207	709 207	852 622
Traitement des eaux usées	111			
Réseaux d'égout	112			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	113			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	114			
Tri et conditionnement	115			
Autres	116			
Autres	117			
Cours d'eau	118			
Protection de l'environnement	119			
Autres	120			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	121			
Sécurité du revenu	122			
Autres	123			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	124			
Rénovation urbaine	125			
Promotion et développement économique	126			
Autres	127			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	128	301 826	301 826	362 039
Activités culturelles				
Bibliothèques	129			8 143
Autres	130	60 194	60 194	
Réseau d'électricité	131			
	132	2 220 187	2 220 187	2 190 560

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133			
Péréquation	134			
Neutralité	135			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137			
Fonds de développement des territoires	138			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140			
Dotations spéciales de fonctionnement	141	323 416	323 416	323 416
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142			
Autres	143			3 409 648
	144	323 416	323 416	3 744 877
TOTAL DES TRANSFERTS	145	1 218 309	3 636 301	7 318 718

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	146			
Évaluation	147			
Autres	148			
	149			
Sécurité publique				
Police	150			
Sécurité incendie	151	548 506	653 868	509 889
Sécurité civile	152			
Autres	153			
	154	548 506	653 868	509 889
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	155			
Enlèvement de la neige	156			
Autres	157			
Transport collectif	158			
Autres	159			
	160			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161	184 800	202 591	243 483
Réseau de distribution de l'eau potable	162			
Traitement des eaux usées	163	55 200	60 513	72 728
Réseaux d'égout	164			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	165			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	166			
Tri et conditionnement	167			
Autres	168			
Autres	169			
Cours d'eau	170			
Protection de l'environnement	171			
Autres	172			
	173	240 000	263 104	316 211

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	174			
Autres	175			
	176			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	177			
Rénovation urbaine	178			
Promotion et développement économique	179			
Autres	180			
	181			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	182			
Activités culturelles				
Bibliothèques	183	6 840	6 845	6 845
Autres	184			
	185	6 840	6 845	6 845
Réseau d'électricité	186			
	187	795 346	923 817	832 945

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	188			
Évaluation	189			
Autres	190	398 652	537 635	427 994
	191	398 652	537 635	427 994
Sécurité publique				
Police	192			
Sécurité incendie	193	14 018	1 413	68 600
Sécurité civile	194			
Autres	195			
	196	14 018	1 413	68 600
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	197	57 494	54 275	44 358
Enlèvement de la neige	198	24 053	28 739	26 749
Autres	199		33 137	15 847
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	200			
Transport adapté	201			
Transport scolaire	202			
Autres	203			
Autres	204			
	205	81 547	116 151	86 954
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206	3 456	3 456	3 456
Réseau de distribution de l'eau potable	207	10 000	7 617	18 352
Traitement des eaux usées	208			
Réseaux d'égout	209			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	210			
Matières recyclables	211	3 000	12 740	7 340
Autres	212			
Cours d'eau	213			
Protection de l'environnement	214			
Autres	215		2 942	9 301
	216	16 456	26 755	38 449

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	261 061	594 230	594 230
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225	261 061	594 230	594 230
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	3 231 403	2 853 577	2 853 577
Activités culturelles				
Bibliothèques	227			
Autres	228	4 050	11 543	11 543
	229	3 235 453	2 865 120	2 865 120
Réseau d'électricité	230			
	231	4 007 187	4 141 304	4 141 304
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	4 802 533	5 065 121	5 065 121

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	317 575	636 507	335 503
Droits de mutation immobilière	234	5 900 000	19 814 314	7 215 518
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236	3 752	2 067	4 766
	237	6 221 327	20 452 888	7 555 787
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	531 500	985 270	867 083
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	515 000	615 086	518 579
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	5 000	(31 963)	(319 532)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245		3 965	1 700 757
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions	248		1 657 533	77 840
Redevances réglementaires	249			
Autres	250	25 000	1 369 018	1 302 024
	251	30 000	2 998 553	2 761 089
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	252			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	1 074 267	973 075	6 662	979 737	974 966
Greffe et application de la loi	2	1 796 328	1 541 570	7 897	1 549 467	1 179 298
Gestion financière et administrative	3	2 534 889	2 619 527	69 150	2 688 677	2 675 190
Évaluation	4	563 506	914 281		914 281	280 973
Gestion du personnel	5	1 237 981	1 013 918		1 013 918	1 167 117
Autres						
▪ Communications et informatique	6	1 743 938	1 638 384	15 431	1 653 815	1 396 473
▪ Bâtiments et autres	7	1 040 085	933 485	45 108	978 593	875 616
	8	9 990 994	9 634 240	144 248	9 778 488	8 549 633
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	5 145 797	7 052 882	11 992	7 064 874	6 623 553
Sécurité incendie	10	6 258 184	5 914 563	583 291	6 497 854	6 040 499
Sécurité civile	11	105 719	68 528	5 852	74 380	454 244
Autres	12	173 392	171 867		171 867	118 250
	13	11 683 092	13 207 840	601 135	13 808 975	13 236 546
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	5 077 558	5 285 552	4 009 095	9 294 647	9 301 437
Enlèvement de la neige	15	3 481 071	2 933 332	18 087	2 951 419	3 078 993
Éclairage des rues	16	478 057	436 086	566 282	1 002 368	1 175 190
Circulation et stationnement	17	370 422	490 588	120 281	610 869	523 002
Transport collectif						
Transport en commun	18	2 211 961	2 204 974	3 603	2 208 577	2 021 504
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	11 619 069	11 350 532	4 717 348	16 067 880	16 100 126

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 190 586	3 194 946	1 518 961	4 713 907	4 557 669
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 061 750	1 314 441	1 027 889	2 342 330	2 286 626
Traitement des eaux usées	25	2 485 631	2 456 949	554 067	3 011 016	2 789 398
Réseaux d'égout	26	792 174	693 124	3 545 332	4 238 456	4 285 840
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 377 059	1 464 433		1 464 433	1 341 868
Élimination	28	971 920	973 340		973 340	976 907
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	1 470 574	1 373 122		1 373 122	1 240 222
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	825 395	805 075		805 075	922 670
Traitement	32					
Matériaux secs	33	191 962	127 059		127 059	168 156
Autres	34					
Plan de gestion	35	133 763	133 764		133 764	144 300
Autres	36					
Cours d'eau	37	139 671	18 663		18 663	12 354
Protection de l'environnement	38	703 250	947 406		947 406	446 222
Autres	39					
	40	13 343 735	13 502 322	6 646 249	20 148 571	19 172 232
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	410 235	415 099		415 099	410 419
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	713 046	781 989		793 074	466 078
	44	1 123 281	1 197 088		1 208 173	876 497

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2021	Réalizations 2021			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	3 820 957	3 965 272	60 725	4 025 997	3 269 589
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					2 000
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	769 285	992 340		992 340	638 204
Tourisme	49	1 260				
Autres	50					
Autres	51					
	52	4 591 502	4 957 612	60 725	5 018 337	3 909 793
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	4 243 723	4 654 354	795 841	5 450 195	4 695 663
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 027 065	1 342 884	357 789	1 700 673	1 940 746
Piscines, plages et ports de plaisance	55	890 495	1 480 775	61 393	1 542 168	602 627
Parcs et terrains de jeux	56	6 071 833	5 938 522	1 041 060	6 979 582	5 686 012
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					10 944
	60	13 233 116	13 416 535	2 256 083	15 672 618	12 935 992
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	1 310 177	1 241 712	1 370	1 243 082	1 059 888
Bibliothèques	62	2 340 385	2 222 210	62 463	2 284 673	1 993 087
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	799 456	780 804	38 910	819 714	509 971
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	4 450 018	4 244 726	102 743	4 347 469	3 562 946
	67	17 683 134	17 661 261	2 358 826	20 020 087	16 498 938

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées		
		Budget 2021	Réalizations 2021		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	5 365 307	4 867 026		4 867 026	4 904 846	5 353 689
Autres frais	70	289 570	234 570		234 570	234 570	288 690
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	160 000	21 000		21 000	21 000	24 000
Autres	72	50 000	33 164		33 164	66 722	315 760
	73	5 864 877	5 155 760		5 155 760	5 227 138	5 982 139
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	15 500 000	14 528 531 (	14 528 531)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	982 943	982 943	2 121 031
	Usines de traitement de l'eau potable	2	197 730	197 730	50 142
	Usines et bassins d'épuration	3	23 119	23 119	80 838
	Conduites d'égout	4	1 186 569	1 186 569	12 694 120
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 690 935	3 690 935	6 834 976
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8			
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10	2 032 894	2 032 894	756 081
	Autres infrastructures	11	1 427 183	1 427 183	3 207 172
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	811 609	811 609	1 431 877
	Édifices communautaires et récréatifs	14	2 410 496	2 410 496	1 730 016
	Améliorations locatives	15			6 180
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	712 647	712 647	494 140
	Ameublement et équipement de bureau	18	90 574	122 317	181 157
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	351 942	365 952	1 210 706
	Terrains	20	3 021 052	3 021 052	3 449 327
	Autres	21			
		22	16 939 693	16 985 446	34 247 763

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	979 461	979 461	2 023 901
	Usines de traitement de l'eau potable	24	197 730	197 730	
	Usines et bassins d'épuration	25	23 119	23 119	
	Conduites d'égout	26	141 294	141 294	98 206
	Autres infrastructures	27	7 042 327	7 042 327	9 274 415
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28	3 482	3 482	97 130
	Usines de traitement de l'eau potable	29			50 142
	Usines et bassins d'épuration	30			80 838
	Conduites d'égout	31	1 045 275	1 045 275	12 595 914
	Autres infrastructures	32	108 685	108 685	1 523 814
	Autres immobilisations corporelles	33	7 398 320	7 444 073	8 503 403
		34	16 939 693	16 985 446	34 247 763

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	396 818	664 240	160 039	901 019
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	109 288 788	1 731 736	7 057 034	103 963 490
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	71 977 865	6 584 539	4 946 110	73 616 294
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	181 663 471	8 980 515	12 163 183	178 480 803
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	13 579 797		1 320 910	12 258 887
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	13 579 797		1 320 910	12 258 887
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	13				
	14	13 579 797		1 320 910	12 258 887
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	15				
	16				
	17	13 579 797		1 320 910	12 258 887
	18	195 243 268	8 980 515	13 484 093	190 739 690
Dette en cours de refinancement	19	()		()	
Reclassement / Redressement	20				
Dette à long terme	21	195 243 268	8 980 515	13 484 093	190 739 690

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	189 809 000
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	24 252 306
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	368 705
--	---	---------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

▪	6	
---	---	--

▪	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	901 019
--	---	---------

Débiteurs	9	12 258 887
-----------	---	------------

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	719 420
--	----	---------

Autres	12	
--------	----	--

▪	13	
---	----	--

▪	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	200 550 685
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	930 690
--	----	---------

Endettement net à long terme	16	201 481 375
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	1 255 839
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	18	327 652
---------------------------	----	---------

Autres organismes	19	4 783 852
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	20	207 848 718
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
---	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	207 848 718
--	----	-------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale				
Grefte et application de la loi	1	500	501	501
Évaluation	2			
Autres	3	569 465	579 508	582 153
Sécurité publique				
Police	4	47 336	47 334	48 702
Sécurité incendie	5	45 940	45 939	46 026
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 206 775	2 203 466	2 014 021
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 667 783	1 659 186	1 660 950
Cours d'eau	13	111 980	4 317	12 354
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16	410 235	415 099	410 419
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	575 157	575 157	634 482
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	689 784	664 560	634 005
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	29 073	29 073	187 340
Activités culturelles	23	429 612	420 948	169 681
Réseau d'électricité				
	24			
	25	6 783 640	6 645 088	6 400 634

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	16 939 693	33 820 687
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	16 939 693	33 820 687

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	64,22	37,50	162 623,00	6 951 728	1 945 032	8 896 760
Professionnels	2						
Cols blancs	3	102,59	35,00	199 650,00	5 997 412	1 678 023	7 675 435
Cols bleus	4	76,33	40,00	200 233,00	5 254 512	1 470 166	6 724 678
Policiers	5						
Pompiers	6	32,81	42,00	82 677,00	2 417 526	606 681	3 024 207
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	275,95		645 183,00	20 621 178	5 699 902	26 321 080
Élus	9	9,00			508 385	98 641	607 026
	10	284,95			21 129 563	5 798 543	26 928 106

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	7 273				7 273
Réseau de distribution de l'eau potable	13	27 553	216 712	492 494		736 759
Traitement des eaux usées	14	148 952				148 952
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	1 152 581	713 108	797 873	79 755	2 743 317
	17	1 336 359	929 820	1 290 367	79 755	3 636 301

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	348 727	647 709
	4	348 727	647 709
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	196 438	166 843
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	196 438	166 843
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 593 239	1 727 372
Enlèvement de la neige	11	534	780
Autres	12	157 319	180 573
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 751 092	1 908 725
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	559 299	594 039
Réseau de distribution de l'eau potable	17	554 489	580 558
Traitement des eaux usées	18	237 476	728 723
Réseaux d'égout	19	688 358	307 163
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24	3 875	4 511
Autres	25		
	26	2 043 497	2 214 994
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	816 006	962 762
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	816 006	962 762
Réseau d'électricité			
	40		
	41	5 155 760	5 901 033

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS'
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Guy Pilon	Maire	109 795	17 401	37 781	
Josée Clément	Conseiller	24 340	12 170		
Luc Marsan	Conseiller	5 444	2 722		
François Séguin	Conseiller	29 784	14 892		
Jasmine Sharma	Conseiller	29 784	14 892		
Céline Chartier	Conseiller	24 340	12 170		
Karine Lechasseur	Conseiller	5 444	2 722		
Diane Morin	Conseiller	29 784	14 892		
Gabriel Parent	Conseiller	29 784	14 892		
Paul M. Normand	Conseiller	29 784	14 892		
Paul Dumoulin	Conseiller	29 784	14 892		

Note

Les sommes versées pour l'allocation de départ des conseillères sortantes sont:

Josée Clément 4 530 \$

Céline Chartier 9 122 \$

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 10 500 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 3

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 4 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 5 6

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12		\$
Ligne 14 : Débiteurs	13		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15		\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	16		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	17		\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 18 19
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 20 510 061 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 21 22
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 23 6 864 257 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 24 25
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 26 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 27 28
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 29 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 30 31
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 32 33
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 36 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 39 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 40 41
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 42 _____ \$
- b) autres formes d'aide 43 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021 44 _____ \$
- Facteur comparatif de 2021 45 _____
- Valeur uniformisée 46 _____ \$
10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ 47 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet ERL :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 48 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 49 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 50 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 51 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 52 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 53 _____ \$
 - Systèmes de drainage 54 _____ \$
 - Abords de routes 55 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 56 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 57 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 58 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 59 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :
- Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :
- a) Numéro de la résolution 60 _____
- b) Date d'adoption de la résolution 61 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du <i>Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?</i>	62	<input checked="" type="checkbox"/>	63	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :				
a) Numéro de la résolution	64		12-02-166	
b) Date d'adoption de la résolution	65		2012-02-20	
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens				
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>				
a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)	66			
b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)	67			
<i>Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens</i>				
c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)	68		4	
d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8)	69		3	
e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9)	70		3	
f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art. 10)	71		1	
g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11)	72		1	
h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)	73		2 231	
i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16)	74		1 092	
j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)	75		3	
k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?	76	<input checked="" type="checkbox"/>	77	<input type="checkbox"/>
13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021				
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	78		4 555 145 \$	
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	79		7 973 415 \$	
Ministère des Transports	80		1 455 633 \$	
Ministère de la Culture et des Communications	81		425 666 \$	
Autres ministères/organismes	82		3 548 273 \$	
	83		17 958 132 \$	

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la **Ville de Vaudreuil-Dorion**

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la **Ville de Vaudreuil-Dorion** (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »). À notre avis, l'état ci-joint a été préparé dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations – Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation de l'état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BCGO s.e.n.c.r.l.

BCGO s.e.n.c.r.l.

Vaudreuil-Dorion, le 20 juillet 2022

1 Par CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

OUI NON S.O.

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 12 13

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

14 15 16

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

17 18 19

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

20 21 22

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

23 24

La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.

9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?

25 26

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Ville de Vaudreuil-Dorion | 71083 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	60 411 931
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	3 824 317
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	64 236 248

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	5 679 116
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	
Matières résiduelles	15	
Autres		
▪ Installation UV	16	80 220
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	205 999
Service de la dette	20	5 534 099
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	11 499 434
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	11 499 434
	29	75 735 682

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	140 521
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	735
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	

	5	141 256
--	---	---------

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	92 318
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	926 995

	9	1 019 313
--	---	-----------

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	

	13	
--	----	--

	14	1 160 569
--	----	-----------

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	35 475
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	295
Taxes d'affaires	17	

	18	35 770
--	----	--------

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	50 180
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	

	21	50 180
--	----	--------

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	

	25	1 246 519
--	----	-----------

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	5 626 219 116 x	0,5116/100 \$	28 783 737				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	462 845 037 x	0,6821/100 \$	3 157 066				
Immeubles non résidentiels	4	1 377 552 030 x	1,6481/100 \$	22 703 435				
Immeubles industriels	5	221 719 024 x	1,7215/100 \$	3 816 893				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	163 426 798 x	1,0232/100 \$	1 672 183				
Immeubles forestiers	8		x /100 \$					
Immeubles agricoles	9	54 459 930 x	0,5116/100 \$	278 617				
Total	10			60 411 931	()	()		60 411 931
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	11		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	14		x /100 \$					
Immeubles industriels	15		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16		x /100 \$					
Autres	17		x /100 \$					
Immeubles forestiers	18		x /100 \$					
Immeubles agricoles	19		x /100 \$					
Total	20				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21		x /100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	23		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	24		x /100 \$					
Immeubles industriels	25		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26		x /100 \$					
Autres	27		x /100 \$					
Immeubles forestiers	28		x /100 \$					
Immeubles agricoles	29		x /100 \$					
Total	30				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31		x /100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	33		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	34		x /100 \$					
Immeubles industriels	35		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36		x /100 \$					
Autres	37		x /100 \$					
Immeubles forestiers	38		x /100 \$					
Immeubles agricoles	39		x /100 \$					
Total	40				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41		x %		()	()		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	275,00 \$
Égout	2	\$
Eau et égout	3	\$
Traitement des eaux usées	4	\$
Matières résiduelles	5	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
-------------	------	------	----------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
 EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	22 703 435	3 816 893		1 672 183	3 157 066	278 617
De secteur	2	1 437 218	241 625		105 856	199 855	17 637
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	2 079 772	349 651		153 182	289 206	25 523
Autres	5	892 867	150 108			80 220	15 950
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	27 113 292	4 558 277		1 931 221	3 726 347	337 727

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles forestiers	Résiduelle			Total
			Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1		28 734 015	49 722		60 411 931
De secteur	2		1 818 978	3 148		3 824 317
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4		2 632 210	4 555		5 534 099
Autres	5		4 610 566	9 625		5 759 336
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8		37 795 769	67 050		75 529 683

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	21		\$
2022	22		\$
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :			
2021	23		\$
2022	24		\$
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :			
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31 <input checked="" type="checkbox"/>	32 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	33	204 300	\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	_____ \$
6. Date d'adoption du budget par le conseil	35	_____ 2021-12-13
7. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	_____ 98 896 777 \$
8. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	_____ 12 156 102 \$
9. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	_____ 5 358 054 \$
10. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	_____ 4 886 366 \$